



LA VIE PLEINE POUR TOUS :

BRISER L'EMPRISE DU CAPITALISME !

Que nous le voulions ou non, nous vivons chaque jour dans un bouillon de culture capitaliste. C'est peut-être par ce constat qu'il faut commencer à réfléchir, en vue de comprendre les marges de manœuvre nécessaires pour nous libérer de cette emprise.

Il reste que la prise du pouvoir d'État constitue toujours une étape incontournable et, même si le Président actuel a abandonné ce pouvoir au MEDEF et au CAC 40, rien n'empêche « a priori » de le leur reprendre !

Mais cela implique deux conditions :

- ✓ La première est que la gauche soit en mesure de proposer aux citoyens, un projet politique crédible au regard du rapport de forces réel,
- ✓ La seconde est de créer à gauche, au-delà d'une simple alliance électorale, une dynamique gouvernementale suffisamment solide et cohérente pour recueillir la confiance des français (il reste beaucoup à faire à ce jour !)

Le contenu d'un tel projet pourrait s'articuler sur la base des exigences républicaines :

L'Egalité

en première urgence :

1. A partir d'une augmentation du SMIC en terme de rattrapage programmé, en exigeant du patronat des négociations générales sur les salaires par branches d'activité.
2. La diminution des impôts, vantée de façon démagogique par le pouvoir actuel, n'est pas la réponse à la question des inégalités et de la dette. Il convient, en effet, pour un gouvernement de gauche de remettre tout à plat en la matière :
 - ✓ en privilégiant un impôt direct et réellement progressif sur les revenus au détriment de la TVA, particulièrement sur les produits de première nécessité.
 - ✓ en rétablissant l'impôt sur la fortune,
 - ✓ en rétablissant un impôt local, directement perçu par les collectivités destinataires, suivant des critères plus actualisés que ceux des taxes foncière et d'habitation.
 - ✓ en se donnant les moyens réels de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.
 - ✓ en ne subventionnant les entreprises que sous condition de contrôle permanent de l'utilisation des fonds.

Ainsi, la question de « la dette laissée à nos enfants », dont le pouvoir nous rebat les oreilles, sera réglée si on veut bien faire, en outre, la différence entre la dette à court terme et celle qui finance les investissements, abolir les exonérations de cotisations sociales, sortir les prestations de Sécu du calcul de la dette de l'Etat et remettre en cause l'arbitraire des critères de convergence du traité de Maastricht.

liberté

Une conception paradoxale de la :

C'est la formule de Lacordaire : « **Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre...c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit** »

L'émergence de la République sociale chère à Jean Jaurès, reste pleinement d'actualité.

Elle est conditionnée :

- ✓ par le rétablissement du droit du travail et du droit social (un projet de nouveau code du travail existe déjà), notamment un retour actualisé sur les fondements politiques du régime général de Sécurité sociale et de l'Assurance chômage.
- ✓ par la remise en état de marche de nos services publics, sinistrés par 50 ans de social libéralisme, (Hôpital public, Education nationale, Justice, transport ferroviaire, Communications).

La **Fraternité** en termes de partage du pouvoir :

- ✓ par une réforme constitutionnelle de rééquilibrage entre les pouvoirs exécutif et législatif en faveur du second.
- ✓ par l'exercice effectif au sein de l'entreprise d'un pouvoir réel des salariés, dont les modalités restent à inventer en s'inspirant notamment du fonctionnement des coopératives de production et en s'appuyant sur le tissu industriel des PME en leur donnant les moyens de casser leur dépendance envers les entreprises capitalistiques et financières.

La **laïcité** :

C'est la lutte contre les intégrismes de toutes natures qui sont devenus peu à peu un réel problème. Outre que l'intégrisme religieux sert de prétexte à la politique anti-migratoire de l'extrême droite, elle constitue surtout un élément de pression communautaire et externe dans certains quartiers, particulièrement envers les femmes.

Le laxisme de certains courants de gauche en ce domaine parfois motivée au départ et à courte vue, par un espoir de paix sociale dans tel ou tel quartier, ou l'intérêt électoral à court terme, crée aujourd'hui des situations enkystées, difficiles à remettre en cause... mais auxquelles il faudra bien s'affronter en associant les communautés intéressées.

Bien entendu, la mise en place de telles mesures se heurteront à une vive opposition !

Car la gauche, même mobilisée, devra faire face à la résistance d'une coalition idéologique et néo libérale, dont nous avons eu un avant-goût en 1981. Son hégémonie annoncée nous a amenée à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui et dont il faut tirer les enseignements nécessaires.

Tout d'abord, l'appareil d'État acquis au social-libéralisme et aux bienfaits de « la concurrence libre et non faussée » sera en place. Trouverons-nous les hauts fonctionnaires à la fois compétents et sûrs politiquement, qui nous ont fait défaut en 1981 ?

La répression du mouvement des « gilets jaunes » donne également un aperçu du type de riposte qu'un pouvoir menacé peut facilement mettre en place, avec la bienveillance d'une extrême droite aux aguets, et avec l'appui de ses électeurs et de certains secteurs de la police.

Voilà le programme des réjouissances, si toutefois vous êtes intéressés.

Un changement réel ne se fera pas sans lutte ni mobilisation !

Aussi, loin des promesses tellement faciles mais dont nous savons aussi que vous êtes lassés, République et Socialisme vous invite ainsi à la lucidité constructive.

République et Socialisme : [contact@republique et socialisme.fr](mailto:contact@republique-et-socialisme.fr)